

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
PAYS DE LANDERNEAU-DAOULAS**

ET

L'ADIE

2021-2022

CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

ENTRE :

La Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Ayant son siège à LANDERNEAU, 59 rue de Brest, Maison des Services publics
Représentée par son Président, **M LECLERC Patrick**
ci-dessous désignée la **Communauté de communes**

ET :

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique,
Ayant son siège au 23 rue des Ardennes – 75 019 Paris
Etablissement régional situé 105 A avenue Fréville - 35000 RENNES
Représentée par son Président, **Madame Fabienne Kerzerho Directrice Régionale**
ci-dessous désignée l'**ADIE**

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La **Communauté de communes** et l'**ADIE** ont par leurs compétences spécifiques, leurs règles et leur histoire, l'ambition légitime de développer leur action en terme de développement économique.

La **Communauté de communes** et l'**ADIE** ont convenu de mettre en commun leurs compétences pour concourir au développement de l'emploi par l'activité économique du territoire intercommunal.

La **Communauté de communes** et l'**ADIE** désirent ainsi consolider les liens existants en formalisant par une convention de partenariat les actions qui seront conduites de façon commune en fonction des rôles de chaque organisme.

L'**ADIE** a pour mission principale d'aider les personnes n'ayant pas accès au crédit bancaire, à réaliser, développer et financer leur projet afin de créer leur propre emploi. Elle aide aussi financièrement les personnes ayant un frein à l'emploi à maintenir ou à trouver du travail par le biais du microcrédit mobilité.

La **Communauté de communes** a, quant à elle, une vocation globale de développement du territoire pour répondre aux attentes de la population et des entreprises.



EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser la démarche de partenariat engagée par la **CCPLD** et **l'ADIE**, pour le développement local et la mise en œuvre de conditions pérennes au développement de l'emploi et des petites entreprises créatrices d'emplois.

Article 2 - Définition des rôles

- **L'ADIE** a développé un programme à destination des **porteurs de projet** :
 - **L'accueil, l'information et le conseil** au montage du projet,
 - **L'accès à des financements adaptés** aux besoins et aux situations des différents créateurs. L'ADIE dispose de plusieurs types de financement adaptés aux créateurs ne pouvant obtenir de crédit bancaire classique faute de garanties ou de revenus suffisamment importants,
 - **Une micro assurance** auprès des entrepreneurs soutenus. Cette offre a été conçue en collaboration avec 2 partenaires (AXA et MACIF),
 - **Un suivi de l'activité** post-crédation de l'entreprise permettant d'apporter des réponses rapides aux problèmes ponctuels qui peuvent se poser (conseils individualisés ou formations collectives).

L'ADIE gère également un autre outil : le microcrédit mobilité pour l'emploi dont l'objectif est d'aider les demandeurs d'emplois ou les travailleurs précaires à lever leurs problématiques liées à la mobilité (pas de code, de permis ou de moyen de locomotion par exemple).

Ces services sont assurés par des salariés et une équipe de bénévoles.

- De son côté, **la Communauté de communes** a pour mission :
 - de faciliter l'implantation et le développement des entreprises,
 - d'accueillir et d'informer le public sur les questions liées à l'emploi, la formation, l'insertion professionnelle.

Article 3 - Définition des actions

L'ADIE s'engage à assurer les services définis à l'article 2 sur le territoire de la CCPLD :

- **à destination des porteurs de projet**
- **à destination des demandeurs d'emploi**

En contrepartie, **la Communauté de communes** s'engage à communiquer sur les services de l'association.

L'ADIE et **la Communauté de communes** s'engagent en outre sur une transmission réciproque de tout élément communicable concernant les entreprises.

En fonction des besoins, un rendez-vous commun entre le conseiller de l'ADIE et le référent de la **Communauté de communes** sera proposé afin de faciliter les démarches de l'entreprise.

Article 4 - Coût de la prestation, modalité de versement

La **Communauté de communes** apporte un soutien financier à l'**ADIE** pour les missions spécifiques suivantes : favoriser la création ou la reprise d'une entreprise.

Le montant du soutien financier est fixé à 500 € par projet financé sur le territoire de la CCPLD, plafonné à 3500 euros en 2021 et plafonné à 3500 euros en 2022, soit 7000 euros au total.

La participation de la **Communauté de communes** sera versée en fin d'exercice sur présentation de la liste des prêts accordés sur l'année civile aux créateurs d'entreprise, soit en deux versements au total. Les entreprises soutenues devront encore être en activité au moment du versement de la subvention.

Article 5 - Evaluation

Une réunion annuelle entre les signataires de la convention permettra de faire le bilan de l'action menée, des besoins repérés, des projets envisagés et des perspectives d'amélioration du service.

Article 6 - La durée de la convention / résiliation

La présente convention est conclue pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022. La dénonciation de la convention ne pourra être effective qu'après un préavis de 3 mois de l'une ou l'autre des parties.

Fait en 2 exemplaires à LANDERNEAU, le

Pour la Communauté de communes

Le Président

**Pour l'Association pour le Droit
à l'Initiative Economique**

Le Président